

## Le partenariat stratégique Chine-Amérique latine : Entre développement économique et dépendance structurelle

Benjamin Musampa

### *Résumé*

*Le présent travail consiste à l'analyse des grandes tendances caractérisant les relations Sud-Sud, plus particulièrement entre la Chine et les pays d'Amérique latine et les Caraïbes depuis le début des années 2000. Il est démontré que tant les investissements directs étrangers (IDE) chinois que leurs importations massives de produits miniers et agricoles ont engendré un super cycle de forte croissance caractérisé par une dépendance envers les marchés mondiaux des matières premières, à la volatilité des prix et au spectre de malédiction des ressources naturelles. Du coup, la nouvelle dynamique des relations Chine-Amérique latine accentue à la fois des rapports de type centre-périphérie tout en favorisant des perspectives de développement économique pour plusieurs pays de la région, particulièrement ceux d'Amérique du Sud regorgeant de matières premières.*

### *Abstract*

*This paper sheds light on various structural challenges shaping the South-South cooperation through an analysis of China-Latin America and the Caribbean rising relationship since the beginning of the 21st century. Specifically, we attempt to demonstrate that simultaneously Chinese foreign direct investments (FDI) and the exports of large amounts of mining and agricultural resources from particular Latin American economies fostered a supercycle growth featured by considerable reliance on commodities market, price volatility and the eventuality of resource curse. Therefore, this work concludes that for a foreseeable future, China-Latin America relationship may be inscribed into a center-periphery scheme while paving the way for economic growth in many countries of the region, especially, those located in South America endowed with vast amount of natural resources.*

La présence chinoise en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est intensifiée sur le plan économique, politique et diplomatique au cours des dix dernières années. L'intensification de ce partenariat est intrinsèquement liée à la consolidation de la stratégie *Go global*<sup>1</sup> en exercice depuis 2002 et la libéralisation des investissements directs à l'étranger promue par le Consensus de Washington<sup>2</sup>. Depuis lors, les entreprises chinoises avec le soutien de l'État sont encouragées à investir dans les pays avec lesquels Beijing a conclu des traités bilatéraux d'investissements (TBI). De ce fait, la Chine s'est transformée au courant de la dernière décennie en une puissance économique de premier plan ; la seconde derrière les États-Unis. Cela fut possible grâce à la croissance fulgurante de son économie, la compétitivité de son secteur manufacturier et à la nécessité de s'approvisionner à l'étranger en matières premières tant énergétiques, minières qu'agricoles<sup>3</sup>. Conséquemment, on assiste à l'essor des partenariats stratégiques entre la Chine et plusieurs pays en développement (PED), notamment en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Pour sa part, l'Amérique latine et les Caraïbes<sup>4</sup> comptent parmi les régions du monde les mieux dotées sur le plan des ressources naturelles,

agricoles ou encore énergétiques. De toute évidence, elles regorgent d'importantes réserves en ressources métalliques et détiennent également la seconde plus importante réserve mondiale de gaz de schiste après les États-Unis<sup>5</sup>. Les récentes découvertes de pétrole *offshore* au Brésil le positionne parmi les pays possédant les plus importantes réserves tandis que l'Argentine a le potentiel de devenir le troisième exportateur mondial en gaz de schiste. Ainsi, cette région pourrait très prochainement devenir stratégique dans le développement mondial des hydrocarbures. Pour ce qui a trait aux réserves minérales et à leurs productions, plusieurs pays s'illustrent, notamment le Brésil grand producteur de fer et de nickel, le Chili qui fournit à lui seul le tiers de la production mondiale de cuivre ainsi que plusieurs autres pays comme le Pérou, la Bolivie, le Venezuela, qui possèdent de considérables réserves minérales d'or, d'argent et de zinc. Cela étant, il s'agit pour Beijing d'établir des alliances stratégiques, avec les États de la région en favorisant le commerce, l'investissement direct étranger (IDE) ainsi que l'aide sans conditionnalité, la seule exception étant la non-reconnaissance de Taiwan comme État. Certains y voient même un nouveau consensus de développement et de coopération, le consensus de Beijing<sup>6</sup>. L'émergence économique de la Chine, apparaît comme un modèle de développement plausible applicable à l'Amérique latine.

Ce partenariat Chine-Amérique latine s'inscrirait dans le cadre du Consensus de Beijing et représenterait une alternative aux stratégies de développements proposées par les États-Unis aux pays de la région. Il détient trois caractéristiques dont la non-ingérence dans les affaires internes des États<sup>7</sup>, les valeurs d'amitiés et de respect mutuel

<sup>1</sup> Stratégie lancée en 1999 et mise en exercice depuis 2002 par le Parti Communiste de Chine. Son objectif consiste à encourager les entreprises à intervenir sur les marchés internationaux des capitaux tout en investissant également à l'étranger. Cela devrait permettre aux entreprises chinoises de calibre international de s'imposer et se promouvoir à l'échelle globale.

<sup>2</sup> Le « consensus de Washington » tire son nom d'un article de l'économiste John Williamson, qui a défini, en 1989, dix recommandations, notamment en direction de l'Amérique latine. Parmi ces dix recommandations se trouvaient : la discipline budgétaire, la réorientation de la dépense publique, la réforme fiscale, la libéralisation financière, l'adoption d'un taux de change unique et compétitif, la libéralisation des échanges, l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger, la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation des marchés et la prise en compte des droits de propriété. La Banque mondiale et le FMI ont ensuite décidé de subordonner leurs prêts aux PED à l'adoption de politiques inspirées de ces thèses, communément appelées politiques d'ajustements structurelles (PMA) – La documentation française - <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml>

<sup>3</sup> Supra 1.

<sup>4</sup> De manière à ne pas alourdir inutilement le texte, ci-après Amérique latine seulement.

<sup>5</sup> IDB, 2011

<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=36594325>

<sup>6</sup> Cabestan, 2010.

<sup>7</sup> Jacquemot, 2013. En vertu du principe selon lequel elle gère par elle-même souverainement ses propres affaires internes et ne souhaitant pas voir les autres nations s'en mêler, la Chine commerce et investit sans poser des conditions politiques préalables se référant au relativisme culturel.

devant conduire à des partenariats gagnant-gagnant et enfin, la construction d'infrastructure devant primer sur les réformes économiques et démocratiques<sup>8</sup>. Parmi les acteurs chinois impliqués dans ces partenariats se trouvent en particulier les entreprises publiques tels que Sinopec, CNOOC et Mimmetals, bras séculaires de l'État, la diaspora ainsi qu'un réseau de PME.

Entre 2000 et 2013, les échanges bilatéraux sont respectivement passés de 12 milliards de dollars (USD) à 289 milliards de dollars (USD)<sup>9</sup>. Sans équivoque, les dirigeants chinois éprouvent la nécessité de diversifier leurs sources d'approvisionnement en matières premières tout en recherchant des marchés d'exportation pour écouler leurs biens manufacturiers à prix compétitifs. Par ces faits, la Chine est devenue un partenaire de choix pour les pays de la région<sup>10</sup>.

Néanmoins, il faut nuancer l'impact économique de la présence chinoise en Amérique latine en l'analysant par blocs sous régionaux. Il y a d'abord le Cône du Sud (Argentine, Brésil, Chili) riche en matières premières, qui jouit d'une structure d'exportation complémentaire à celle de la Chine, mais qui rencontre de la difficulté à soutenir la compétitivité des produits manufacturiers chinois<sup>11</sup>. Puis, il y a la région andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela) qui reçoit une part significative des investissements chinois dans le secteur pétrolier et minier, mais dont la sécurisation de ses approvisionnements chinois en ressources minières et en hydrocarbures ne se fait pas sans contestations sociales, voire gouvernementales, notamment en raison du non-respect des réglementations environnementales<sup>12</sup>. Enfin, se trouvent les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (Mexique), qui contrairement aux pays exportateurs de matières premières sont directement

en concurrence avec la Chine au niveau des exportations de biens de consommations (textiles, appareils ménagers, ordinateurs ou automobiles); ce qui du coup, les rendent moins susceptibles de bénéficier de ce partenariat stratégique<sup>13</sup>.

Sous cet angle, il nous paraît pertinent de s'interroger sur les répercussions des investissements chinois en Amérique latine. Cette chronique fait ressortir les grandes tendances structurant cette relation depuis les dix dernières années. Une attention particulière est accordée aux États rentiers de la région, en l'occurrence le Pérou, le Brésil et le Chili. Parmi ces grandes tendances ; le risque d'indépendance accrue des pays de la région envers la Chine, le spectre d'une malédiction des ressources naturelles et le phénomène de reprivatisation pouvant affecter l'ensemble des États rentiers de la région.

#### *La relation Chine-Amérique latine : Un mythe mercantile ?*

Comme le rapporte la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la disparité, sur le plan commercial, entre les pays résulte essentiellement d'une répartition inégale des ressources naturelles à travers la région<sup>14</sup>. De toute évidence, les pays du Cône Sud (Brésil, Chili, Argentine) détiennent les ressources dont la Chine a incessamment besoin, ce qui n'est guère le cas des pays d'Amérique centrale (Nicaragua, Panama, Guatemala, Costa Rica et El Salvador). En plus de voir les exportations des pays de la région réparties essentiellement entre les pays d'Amérique du Sud, elles sont concentrées autour de trois grandes industries liées au cuivre, au fer et au soja. Notons que ces secteurs sont directement affectés par la volatilité des prix à l'échelle internationale, pouvant contribuer à une baisse de la valeur des exportations vers la Chine. Cela étant, les pays Sud-Américains bénéficieraient certes d'un avantage comparatif,

<sup>8</sup> Supra 7.

<sup>9</sup> FMI, 2014

<sup>10</sup> Arnson et Davidow, 2011.

<sup>11</sup> Supra 11.

<sup>12</sup> Gonzalez, 2012

<sup>13</sup> Supra 11.

<sup>14</sup> IDB, 2010.

voire absolu, toutefois, il ne faut pas sous-estimer les implications qu'entraînerait le terme de ces échanges. La complémentarité au niveau des ressources entre la Chine et divers pays de la région met en exergue l'explosion des flux commerciaux et d'investissements. L'enjeu est d'autant plus considérable, car les exportations chinoises vers l'Amérique latine sont plus diversifiées, essentiellement dans le secteur manufacturier (appareils électroniques, automobiles). La valeur de ces exportations a rapidement dépassée celle en provenance de l'Amérique latine, engendrant un déficit commercial en matière de biens de consommations avec la Chine entre 2011 et 2012<sup>15</sup>. En vue de la structure actuelle des échanges commerciaux entre la Chine et les États rentiers de la région, il y a lieu de s'inquiéter du risque de reproduction d'une relation de type « centre-périphérie » qui se développe à l'horizon. L'Amérique latine a déjà été confrontée à cette situation durant les dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle et la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Le schéma « centre-périphérie » s'explique par le fait que plusieurs pays de la région étaient assujettis à un capitalisme « périphérique » résultant d'une articulation subordonnée à la dynamique du système capitaliste mondial, caractérisée par l'exportation de matières premières et l'importation de biens industriels<sup>16</sup>.

Un grand paradoxe tient du fait qu'en dépit de l'essor des échanges commerciaux, les Accords de libre-échange (ALE) entre la Chine et les pays d'Amérique latine tardent à se concrétiser. Ainsi, la Chine et l'Amérique latine n'ont conclu que trois ALE, soit ceux avec le Chili (2006), le Pérou (2010) et le Costa Rica (2010). La situation est plutôt différente avec les IDE. On répertorie 13 accords bilatéraux conclus entre 1994 et 2009. La plupart de ces ABI furent conclus au courant des années 90<sup>17</sup>.

Cela démontre bien leurs volontés d'intensifier leurs relations économiques favorisant l'IDE au détriment des échanges commerciaux depuis le début du millénaire.

Similairement aux IDE provenant de la Chine, l'exportation de matières premières en 2011 occupe la première place, avec environ les deux tiers du total des exportations provenant de l'Amérique latine<sup>18</sup>. Ils sont suivis par les produits manufacturiers à base de ressources naturelles, tels que les produits minéraux de seconde transformation et les produits agricoles. Comme c'est également le cas pour les IDE, la forte demande nationale chinoise a largement contribué au renouveau des matières premières dans la structure des exportations régionales<sup>19</sup>. Plus concrètement, le *Global Governance Economic Initiative* (2013) estime que l'Amérique latine a comptabilisé pour 130 milliards de dollars (USD) en exportation vers la Chine. Il s'agit là d'une faible croissance comparativement aux années 2011 et 2012, une hausse de seulement de 7,2 %. Il s'agit d'un réel ralentissement, si l'on compare entre 2006 et 2011, période à laquelle la croissance annuelle s'élevait à 22,9 %<sup>20</sup>. Parallèlement aux IDE, la baisse des exportations s'explique par une baisse remarquée des prix mondiaux des matières premières et la baisse relative de la croissance économique chinoise<sup>21</sup>.

Lorsqu'on compare la structure des exportations des pays de la région avec celle de la Chine et le reste du monde, certaines observations intéressantes peuvent être suggérées. En premier lieu, on s'aperçoit que 86,4 % des exportations des pays d'Amérique latine (PAL) en direction de la Chine se constituent de matières premières et 13,3

---

(2004), Guyana (2004), Cuba (2008) et Mexique (2009). En observant cette liste des ABI concluent entre l'Amérique latine et la Chine, on constate que celle-ci favorise les pays dotés de matières premières.

<sup>15</sup> CECLAC, 2012 b.

<sup>16</sup> Quenan, Velut al, 2013

<sup>17</sup> Argentine (1994), Bolivie (1994), Chili (1995), Pérou (1995), Jamaïque (1996) Uruguay (1997) Equateur (1997), Barbade (2004), Trinidad et Tobago

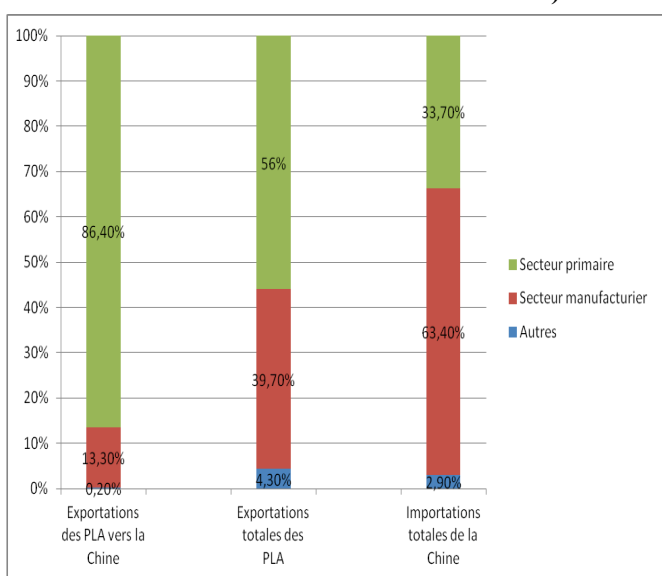
<sup>19</sup> IDB, 2010.

<sup>20</sup> Gallagher, 2013.

<sup>21</sup> Supra 21.

% seulement proviennent du secteur manufacturier. A l'échelle mondiale, 56 % des exportations totales des PAL sont issues des matières premières contre 39,7 % en provenance du secteur manufacturier. Quant à la Chine, la structure de ses importations se trouve inversées avec 63,4 % de celles-ci provenant du secteur manufacturier et 33,7 % du secteur primaire

#### Amérique latine : structure des exportations (Chine, reste du monde entre 2008 et 2012)

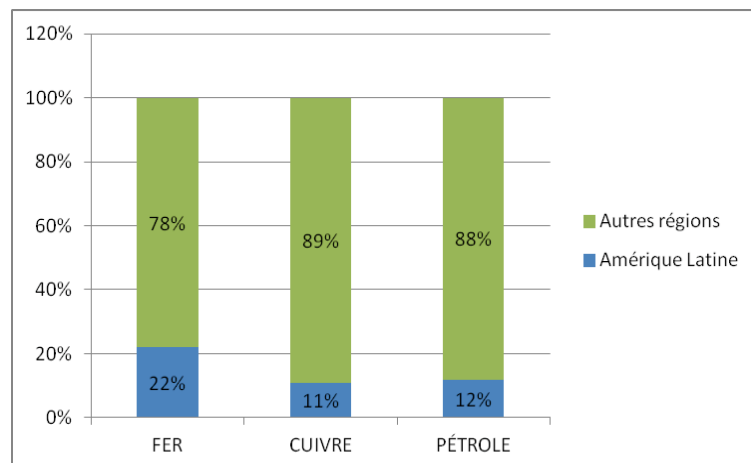


Source : UN COMTRADE, les calculs proviennent de l'auteur.

De toute évidence, cette étude fait également remarquer que l'accent mis sur les matières premières est moins important pour les exportations à l'échelle mondiale. Entre 2008 et 2012, les biens manufacturiers ont totalisé près de 40 % des exportations mondiales des pays d'Amérique latine. Le constat est le même pour ce qui a trait aux importations mondiales chinoises, lesquelles sont essentiellement constituées de produits manufacturiers. Toutefois, on observe que l'importance qu'occupent les ressources naturelles dans les relations commerciales entre la Chine et les pays d'Amérique latine ne fait qu'exacerber une relation de type centre-périphérie.

De plus, les parts d'exportations de matières premières bien spécifiques vers la Chine se limitent à un nombre restreint de pays de la région dont le Brésil, le Chili et le Pérou. De toute évidence, il fut démontré qu'entre 2008 et 2012, sur les 22,1 % d'exportations des minerais de fer en provenance de l'Amérique latine vers la Chine, 86 % étaient extraits au Brésil. Quant aux 10,9 % d'exportations de cuivre raffiné en direction de la Chine, 92% provenaient de la Chili. Cependant, sur 11,9 % du pétrole brut destiné à la Chine, 46 % de ces approvisionnements étaient assurés par le Venezuela.

#### Répartition des importations mondiales (Fer, cuivre et pétrole) de la Chine pour la période 2008-2012



Source : UN COMTRADE, les calculs proviennent de l'auteur.

Par ailleurs, Matt Ferchen (2011) conclut dans une étude que la lune de miel initialement basée sur les bienfaits des échanges commerciaux et des investissements entre la Chine et l'Amérique latine fait désormais place au scepticisme. Même les pays, tels que l'Argentine, le Brésil, le Chili ainsi que le Pérou, ayant le plus bénéficiés de cette relation essentiellement basée sur l'exportation des matières premières expriment depuis un long moment le souhait de modifier la nature de leurs



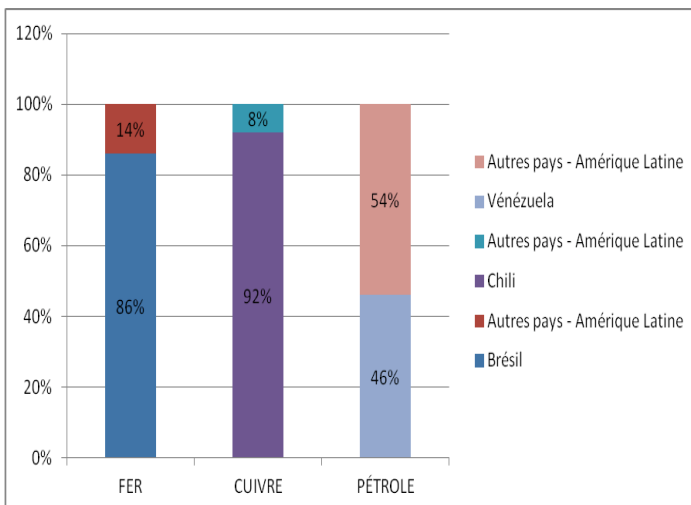
relations<sup>22</sup> par l'augmentation des exportations de produits manufacturiers vers le gigantesque marché chinois. Cette structure d'échange prouve bien que contrairement à la coopération Sud-Sud, on tend plutôt vers une relation de type centre-périphérie, au cœur des récriminations historiques, voire les accusations d'impérialisme, des États latino-américains envers les États-Unis<sup>23</sup>. De toute évidence, la question fondamentale structurant la relation économique de ce partenariat consiste à savoir dans quelle mesure est-il possible d'améliorer la qualité des échanges commerciaux tout en assurant la diversification des IDE au-delà des matières premières.

Sans stratégie macro-économique et industrielle concrète, les États rentiers de la région pourraient être confrontés au spectre de la malédiction des ressources naturelles. Cette expression instiguée par l'économiste britannique Richard Auty soutient que les États rentiers (pétrole, minerais, ressources agricoles) seraient moins performants que les pays dépourvus de ressources naturelles en terme de croissance économique, de gouvernance et d'indicateurs sociaux<sup>24</sup>. Elle peut se manifester de trois manières : le « syndrome hollandais », les effets négatifs sur les déterminants institutionnels de la croissance et les conflits civils<sup>25</sup>.

*Le « mal hollandais » : tendance récurrente ?*

Notre analyse s'attardera particulièrement au spectre du « mal hollandais ». En effet, l'entrée massive des devises chinoises, favorisées par l'exportation des ressources naturelles, sur le marché local, tel que démontré jusqu'à présent, peut engendrer des problèmes d'ajustement macroéconomiques. Les États exportateurs de matières premières seront ainsi confrontés à un stock supplémentaire de revenus non anticipés. Si ce surplus est mal géré, les conséquences pourraient être néfastes sur l'ensemble de leurs économies<sup>26</sup>. Particulièrement, le manque de compétitivité de leurs secteurs manufacturiers donnerait lieu au phénomène de désindustrialisation comme c'est présentement le cas au Brésil et au Chili.

### Répartition des importations (Fer, cuivre et pétrole) de la Chine en provenance de l'Amérique Latine pour la période 2008-2012



Source : UN COMTRADE, les calculs proviennent de l'auteur.

Néanmoins, Guillermo Rozenwurcel et Katz (2012) soutiennent qu'il est possible pour les États rentiers de la région de contourner le risque de la maladie hollandaise en adoptant des politiques macroéconomiques, monétaires, de taux de change ainsi que fiscales devant pallier à la volatilité des taux de change. Ces mesures doivent être

<sup>22</sup> Ferchen, 2011.

<sup>23</sup> Supra 37.

<sup>24</sup> Carbonnier, 2013

<sup>25</sup> OMC, 2014

<sup>26</sup> Nzizi, 2013

complémentées par des politiques anticycliques axées sur la promotion de la production afin d'accroître la productivité et la compétitivité des divers secteurs commerciaux n'ayant pas de lien direct avec la production des matières premières.

Afin de susciter l'accroissement de la productivité, il est conseillé aux décideurs des pays de la région de préconiser le développement des affaires et les stratégies d'innovation. Une initiative allant dans cet ordre d'idée fut entreprise par le gouvernement du Chili en 2004. Il s'agissait de l'*Innovative fund for competitiveness*, basée sur l'ajout d'une nouvelle taxe aux exportations de cuivre afin de financer les domaines de la connaissance, de l'innovation et de la Recherche et Développement et dans d'autres industries. Un autre moyen de contrevenir à la malédiction des ressources naturelles est la création de fonds de stabilisation ou fonds souverains à l'instar de la Norvège et du Qatar<sup>27</sup>. Ces fonds sont essentiellement placés sur les marchés internationaux de capitaux aux bénéfices des générations futures dès lors que les ressources seront plus rares. La crise financière de 2008 a fait ressortir les risques encourus par ce modèle vulnérable aux turbulences de l'économie mondiale. Des lors, de nombreux observateurs et décideurs sont d'avis que la rente extractive des PED devrait être investit dans des projets sociaux, les infrastructures et la diversification économique<sup>28</sup>.

*La volatilité des prix : Un phénomène cyclique hors de contrôle ?*

La *maladie hollandaise* est d'autant plus difficile à maîtriser en raison de la volatilité des cours des produits de base. Selon l'OMC, entre 2003 et 2011, les prix des ressources naturelles et des produits agricoles ont considérablement augmentés. D'aucuns observent là un troisième « *supercycle* » des produits de bases. Le premier

étant survenu lors de l'industrialisation américaine à la fin du XIXe siècle et la deuxième après la Seconde Guerre mondiale avec la reconstruction de l'Europe et du Japon<sup>29</sup>. Ce troisième « *supercycle* » serait caractérisé par la forte croissance démographique et le développement industriel de plusieurs économies émergentes du G-20 dont la Chine et le Brésil.

Pour sa part, la Chine a largement contribué à l'augmentation des coûts de l'extraction minière. Durant la dernière décennie, l'empire du milieu représentait près de 50 % de la consommation et de la production d'acier, 40 % de celles d'aluminium et plus de 45 % de la demande de cuivre<sup>30</sup>. Selon l'agence de notation Fitch, une baisse de la croissance chinoise (une hausse de 5 % de son PIB au lieu des près de 10 % attendus) pourrait provoquer un reflux global de 20 % des cours des matières premières<sup>31</sup>.

Par ailleurs, le Fonds Monétaire International (FMI) soutient que la lente réaction de l'offre aurait accentué les tensions sur le prix. Cela dit, la hausse de la demande ne suffirait pas à expliquer l'ampleur du boom des matières premières survenu ces dix dernières années. Ainsi, le déficit de l'offre et les liens étroits entre matières premières auraient eu un impact considérable sur ce phénomène durant la crise financière 2007-2008. Cela fut observé dans le cas des demandes de biocarburants qui ont fait grimper le prix du maïs, mais également d'autres produits alimentaires car le maïs sert d'intrant à leur production (viande, volaille, produits laitiers) ou de substitut proche<sup>32</sup>. Simultanément, le taux de change du dollar a eu un impact considérable sur les cours des matières premières puisque la plupart d'entre elles – les métaux précieux et industriels, le pétrole brut, les céréales sont cotés dans cette monnaie.

<sup>29</sup> Supra, 26

<sup>30</sup> OFCE, 2011

<sup>31</sup> Supra, 31

<sup>32</sup> FMI, 2008

<sup>27</sup> Supra, 23

<sup>28</sup> Supra, 23

Dans un même ordre d'idées, le PNUD rapporte que les pays en développement (PED) pour lesquels les moyens principaux d'obtenir des devises étrangères proviennent des exportations de leurs matières premières ; la volatilité du prix des commodités donne lieu à des instabilités macro-économiques rendant difficiles la planification fiscale et la possibilité de créer des programmes sociaux et économiques dans une perspective durable. Ainsi, l'élasticité des prix aurait des répercussions sur le revenu des exportations entraînant une instabilité des réserves en devises étrangères, elles-mêmes, fortement associées à la croissance de la volatilité. Le PNUD soutient également que plus un pays dépend de ses exportations en produits de base, plus il s'expose aux chocs qu'engendrent la volatilité de leurs prix<sup>33</sup>. Le cas du Chili paraît pertinent puisqu'il a vu la croissance de son PIB passer de 5,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 à 4,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013<sup>34</sup>. Plusieurs observateurs associent cette baisse à deux facteurs : le ralentissement de la croissance en Chine, premier partenaire commercial, et la baisse du prix du cuivre à l'échelle mondiale<sup>35</sup>.

*Entre innovation et « reprimarisation » : A la croisée des chemins ?*

Il est possible qu'une dépendance envers les marchés mondiaux par les États rentiers puisse constituer un vecteur de développement économique pour ces derniers. Comme il fut mentionné au début de cette section, des matières premières telles que l'acier, le fer, le cuivre ou l'aluminium et bien d'autres s'avèrent indispensables pour le développement d'infrastructures, la construction ainsi que la production et la distribution d'énergie<sup>36</sup>. Les (PED), principalement ceux au stade d'émergence comme

le Brésil et la Chine en sont largement tributaires afin de soutenir leurs industrialisations et leurs croissances.

Ainsi, Avendaño et Santiso (2008) soutiennent qu'une trop forte dépendance aux exportations des produits de bases peut favoriser le spectre de malédiction des matières premières. Il existe un réel risque de négliger le développement des autres secteurs. Parmi les risques d'une dépendance excessive dans les ressources naturelles émerge la nécessité d'innover puisqu'une faible diversification des produits et une faible part des échanges industriels peuvent limiter la croissance à long terme<sup>37</sup>. Par ailleurs, le classement de la compétitivité mondiale effectuée par le Forum économique mondiale pour l'année 2014-2015<sup>38</sup> conclut que la région se trouve au bas de l'échelle. Seul le Brésil, le Chili et le Costa Rica se distinguent tant bien que mal dans ce classement.

Les pays de la région ayant le plus bénéficié du partenariat avec la Chine doivent s'inquiéter des récentes orientations prise par cette dernière pour son 12<sup>e</sup> plan quinquennal (2010-2015). Pékin souhaite assurer une croissance stable et non inflationniste, renforcer la consommation domestique, favoriser l'efficacité énergétique avec le développement d'énergie verte mais également renforcer la cohésion nationale<sup>39</sup>. Cela pourrait faire du tort aux États de la région tributaires des importations chinoises en produits de base tout en courant le risque de « reprimarisation » de ces économies. Ce phénomène est engendré par le poids croissant des activités liées à l'extraction, la production et la première transformation des ressources naturelles dans le PIB et dans les exportations totales<sup>40</sup>. Néanmoins, les États rentiers de la région ne sont pas affectés au même degré. Entre 2007 et 2009, certains pays comme le

<sup>33</sup> PNUD, 2010

<sup>34</sup> Velut, Goulet al, 2014

<sup>35</sup> Supra, 35

<sup>36</sup> Supra, 18.

<sup>37</sup> Avendaño et Santiso, 2008

<sup>38</sup> FEM, 2014

<sup>39</sup> Supra, 31

<sup>40</sup> Supra, 17



Venezuela, le Chili ou la Bolivie ont pu prévenir le risque de « reprimarisation » contrairement au Brésil à la Colombie et à l'Uruguay<sup>41</sup>. La situation a quelque peu changé ces deux dernières années pour certains pays notamment le Chili, premier producteur de cuivre au monde, qui compte pour plus de 50 % des exportations du pays<sup>42</sup>. Son incapacité à diversifier son économie face à une forte demande chinoise, la rend vulnérable face aux aléas de l'économie mondiale.

Cette relation interdépendante de type « centre-périphérie » qu'entretient plusieurs pays d'Amérique latine avec la Chine conjugués aux effets d'une « reprimarisation » des structures productives de la région ont aussi exacerbé la dépendance à l'égard de l'évolution des prix internationaux des matières premières<sup>43</sup>. A l'instar du Chili, la difficulté pour les pays de la région de promouvoir la diversification productive favorisera la vulnérabilité de leurs économies à court terme.

### **Conclusion**

Le partenariat stratégique unissant la Chine et les pays d'Amérique latine accentue à la fois des rapports centre-périphérie et d'un éventuel risque de « reprimarisation » dans plusieurs pays de la région, particulièrement ceux regorgeant de matières premières. De plus, les investissements directs étrangers en provenance de la Chine et les exportations vers la Chine favorisaient tous deux la malédiction des ressources naturelles, en l'occurrence le spectre de maladie hollandaise, et une vulnérabilité face aux chocs causés par la volatilité des prix mondiaux des matières premières. Cette situation pourrait devenir inquiétante à long-terme étant donné l'importance accordée aux ressources naturelles dans les exportations des pays d'Amérique latine vers la Chine est notable. Du

coup, le développement économique des États rentiers d'Amérique latine, à long terme, dépendra de la capacité des décideurs politiques de la région à promouvoir une gestion saine et responsable des revenus émanant d'une forte demande chinoise pour leurs ressources minières, énergétiques et agricoles. Tel que le suggère les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, cette manne devra être réinvesti dans le capital humain, le développement d'infrastructures et l'innovation. Ainsi, la région deviendra plus compétitive sur les marchés mondiaux tout en assurant de meilleures standards et conditions de vie à leurs populations.

### ***Bibliographie***

Arnson C. D., J. Davidow J et *al.*, 2011, « China, Latin America and the United States: The new triangle », Woodrow Wilson International Center for Scholars, 44p.

Avendaño R., Santiso J., « L'impact commercial de la Chine et de l'Inde sur l'Amérique latine », dans Christophe Jaffrelot, L'enjeu mondial Presses de Sciences Po « Annuels », 2008 p. 249-258.

Bamrud J., « China-Latin America Trade : New Record », Latin Business Chronicle, [En ligne], 2009, <http://www.latinbusinesschronicle.com/app/article.aspx?id=3814>

Blanco H, Razzaque J, 2012, « China's engagement with Latin America: Partnership or Plunder? », Natural resources and the green economy: redefining the challenges for people, states and corporations, Brill Nijhoff, pp.276.

Cabestan JP, *al.*, 2011, Le consensus de Pékin (monde chinois, Paris, Édition Choiseul revue, pp. 141.

Carbonnier G., « La malédiction des ressources naturelles et ses antidotes », Revue internationale et stratégique, 2013/3 n° 91, p. 38-48.

<sup>41</sup> Supra, 17

<sup>42</sup> Supra, 35

<sup>43</sup> Supra, 17

CECLAC, 2012a, « China and Latin America and the Caribbean: building a strategic economic and trade relationship », Santiago, Chile

Ferchen M., 2011, « China-Latin America Relations: Long-term Boom or Short-term Boom? », The Chinese Journal of International Politics, vol. 4, pp. 55-86.

FMI, 2014, Un dragon parmi les iguanes.  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2014/12/pdf/elson.pdf>

FMI, 2008, Le boom des matières premières.  
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

Gallagher KP et R. Ray, 2013, « China-Latin America Economic Bulletin 2013 », Global Economic Governance Initiative, Boston University, pp.27

Goulet, C., Velut, S., « Vie économique – Vie politique : Amérique latine 2014-2015, IHEAL », La documentation française, pp.197.

IDB, 2010, «Ten Years After the Take-off, Taking Stock of China-Latin America and the Caribbean Economic Relations », Washington DC, USA.

Jacquemot P., 2013, « Économie politique de l'Afrique contemporaine », Paris, Armand Colin, 455p.

Nzizi, G., 2013, Maladie hollandaise, un problème d'ajustement: Le cas du Congo, Thinking Africa.  
<http://www.thinkingafrica.org/V2/maladie-hollandaise-un-probleme-dajustement-le-cas-du-congo/>

OMC, 2014, « Rapport mondial sur le commerce », Geneva, Suisse, pp. 240.

OFCE, 2011 « Pays émergents : afflux de capitaux et envolée des prix des matières premières » vol. 2 n° 117, p. 201-231.

PNUD, 2010, « Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty », pp. 82.

Quenan, C., Velut, S. al, 2013, « Les enjeux du développement en Amérique latine : Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques. » IHEAL, pp. 362.

WEM, 2014, « The Global Competitiveness Report 2014–2015 », Genève, Suisse,  
[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GlobalCompetitivenessReport\\_2014-15.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2014-15.pdf)

## Direction

**Mathieu Arès**, professeur adjoint, Université de Sherbrooke

**Hugo Loiseau**, professeur agrégé, Université de Sherbrooke

## Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

### Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel: [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web: [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

## Observatoire des Amériques

Téléphone: 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur: 514 987-0397

Courriel: [oda@uqam.ca](mailto:oda@uqam.ca)

Site web: [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)



## Rédaction

**Benjamin Musampa**, adjoint de recherche à l'Université de Sherbrooke et au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM). Détenteur d'une Maîtrise en droit international et politique internationale de l'Université de Sherbrooke, son projet de fin d'étude a porté sur la relation politico-économique qu'entretient la Chine avec l'Amérique latine entre 2003 et 2013. Ainsi, ses sujets de recherche sont axés sur la coopération Sud-Sud et la gouvernance des industries extractives en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).